



**MINISTÈRE
DE L'ACTION
ET DES COMPTES
PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Finances publiques**

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC HENIN BEAUMONT
331 RUE PARMENTIER
62110 HENIN BEAUMONT

Direction générale des Finances publiques
Service Gestion Comptable HENIN BEAUMONT
331 rue Parmentier
62110 HENIN BEAUMONT
Téléphone : 03 21 20 24 37
Mél. : sgc.henin-beaumont@dgifp.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Jours et heures d'ouverture :
lundi, mardi : 08H30 - 12H15 et 13H30 - 16H15
mercredi, jeudi et vendredi : 08H30 - 12H15
Réception : (avec ou sans RDV)
Affaire suivie par : Bertrand DULARY
Téléphone : 03 21 20 24 37

Le comptable du SGC HENIN BEAUMONT

à

Monsieur le Maire de LIBERCOURT

Hénin Beaumont le 17/11/2023

Objet : Avis du comptable public sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57

Monsieur le Maire,

Vous sollicitez, en application du décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015, mon avis sur l'adoption du référentiel M57 par droit d'option pour la Commune de LIBERCOURT à compter du 1^{er} janvier 2024.

En application des dispositions précitées, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre demande et de vous faire part de mon accord de principe pour l'application par la Commune de LIBERCOURT à compter du 1^{er} janvier 2024.

Dans le cadre de ce changement de référentiel, je me permets d'appeler votre attention sur les points suivants (à adapter en fonction des circonstances) :

- le changement de nomenclature ne peut intervenir qu'à compter du 1^{er} janvier suivant la date de la délibération par laquelle la collectivité applique son droit d'option pour le référentiel M57 ;
- la présence d'un solde débiteur au compte 1069, dès lors que ce compte n'existe plus dans le référentiel M57 et nécessite dès lors son apurement dans des conditions précises ;
- l'option pour le référentiel M57 implique l'adoption du référentiel pour ses éventuels budgets annexes administratifs, les budgets SPIC demeurant régis par l'instruction budgétaire et comptable M4.

En application des dispositions de l'article 1^{er} du décret n°2005-1899 précité, le présent avis est joint au projet de délibération.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.



le comptable public

Bertrand Dulary
Accusé de réception en préfecture
062216209072-20231211-DELIB-2023-75-DE
Date de télétransmission : 11/12/2023
Date de réception préfecture : 11/12/2023
Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques